

2006

## La situation des marchés des produits agricoles

# Deuxième partie

## Rapports sur les marchés des produits agricoles



# Conditions actuelles et tendances récentes

**L**a reprise des marchés des produits agricoles, entamée en 2002, s'est consolidée en 2004 et en 2005, avec tout au long de la période une certaine stabilité, voire une hausse tendancielle de la plupart des prix en dollars. Dans la majorité des cas, la reprise était due non pas à une diminution des approvisionnements, mais plutôt à une croissance de la demande de produits agricoles associée à un dollar EU faible, qui a maintenu les prix des produits à un niveau plus élevé en 2004, en 2005 et au début de 2006.

Bien que la hausse des prix des importations alimentaires constitue une menace pour la sécurité alimentaire des pays à faible revenu et à déficit vivrier, elle offre en même temps une certaine marge de manœuvre aux pays en développement dont les économies dépendent du résultat des exportations. Ces pays s'inquiètent de plus en plus de la durabilité à court terme de la situation actuelle du marché, les analystes indiquant que l'aubaine des prix pourrait ne pas durer. Une attention particulière doit être donnée aux produits dont la demande est en stagnation ou dont les producteurs n'ont pas réussi à compenser la hausse des coûts de production par des gains de productivité.

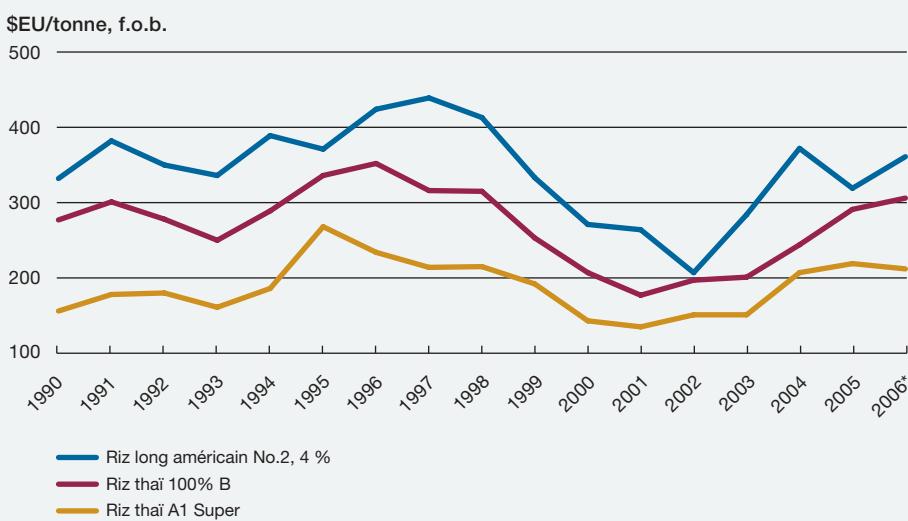
La production de produits agricoles est restée stagnante ces dernières années du fait de la hausse du coût des carburants et des intrants chimiques. Dans certains cas, un manque de disponibilités a été observé, dû à des phénomènes météorologiques (notamment dans le secteur des bananes, du café et des agrumes), à l'accumulation de stocks de graines oléagineuses ou à la diminution des subventions à l'exportation pour les produits laitiers dans l'Union européenne (UE). Du côté de la demande, les cours élevés du pétrole brut ont fait augmenter la demande de produits agricoles utilisés pour la production d'éthanol et de biodiesel, et ont donné aux fibres naturelles et au

caoutchouc un avantage concurrentiel par rapport aux synthétiques. Ils ont aussi stimulé la demande d'importations de la part des pays riches en pétrole. La demande croissante de la part des grands pays économiquement dynamiques comme le Brésil, la Chine (désormais membre de l'OMC depuis cinq ans), l'Inde et la Fédération de Russie, retentit également sur les marchés des matières premières. L'évolution des politiques dans les principaux pays importateurs a contribué à la hausse des prix de certains produits comme les bananes, le coton, les produits laitiers et le sucre.

L'augmentation des coûts du fret maritime a aussi exercé une pression sur les prix à l'importation de certains produits, notamment des fruits frais. Les coûts du transport par mer sont en hausse depuis 2004 à la suite non seulement du renchérissement des cours du pétrole, mais aussi d'une réduction de la capacité des flottilles. Les faibles tarifs du fret au début des années 2000 ont conduit à la mise hors service des vieux navires et à la chute des commandes de nouveaux bateaux. Il est probable qu'une grande partie de l'augmentation des coûts du fret ait été absorbée par les producteurs et les importateurs, sans être répercutée sur la vente au détail, du fait de l'importance et du pouvoir de négociation croissants de la grande distribution dans les pays développés.

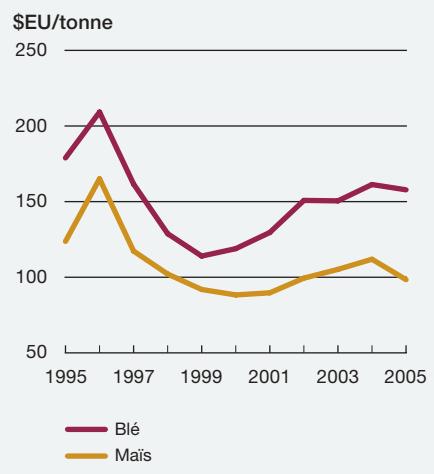
L'incidence de la hausse des prix des carburants s'est également fait sentir sur les prix des produits traités, puisque le processus de transformation nécessite de l'énergie. L'effet réel sur les prix dépend du pouvoir de négociation des fabricants. Pour les produits dont la production est insuffisante, comme le jus d'orange, les fabricants ont pu absorber la hausse des coûts en augmentant leurs prix. En revanche, pour les produits dont la disponibilité est abondante, il est possible que les fabricants aient été contraints de réduire leurs marges ou de payer les

## Prix choisis à l'exportation du riz



\* Moyenne, janvier-mars

## Cours mondiaux des céréales



matières premières à des prix inférieurs, comme dans le cas des tanneries. Malgré l'accroissement des coûts de production, on constate de plus en plus souvent une augmentation de la transformation des produits primaires dans les pays en développement. La part de ces pays dans le traitement du cacao, du coton, des oranges, du sucre et du thé tend à augmenter. Cela résulte de l'effet conjugué d'une libéralisation accrue des échanges de produits transformés, des tentatives de valorisation des produits faites par les pays en développement et de la tendance des compagnies transnationales à déplacer les activités de transformation dans les pays où le coût de la main-d'œuvre est faible.

## Céréales

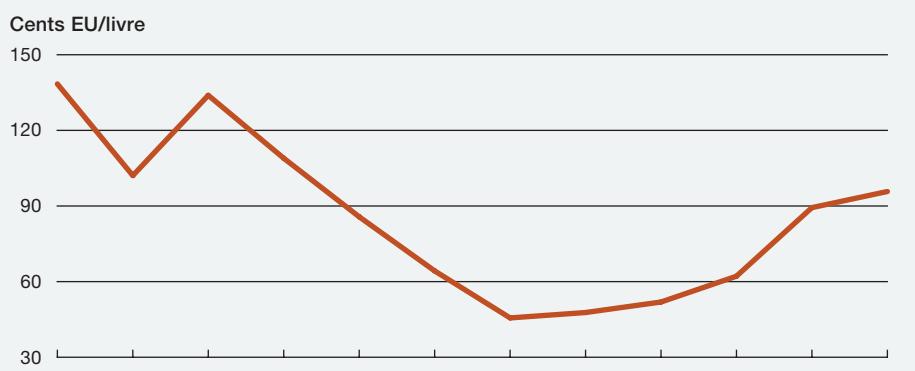
Les cours des principales céréales ont fortement progressé en 2005/06, marquant une lente avancée au cours du premier trimestre de 2006. Cela tient en partie à un fléchissement de la production dû à de mauvaises conditions météorologiques, comme dans le cas du blé et des céréales secondaires. Malgré une récolte plus abondante, les prix du riz non usiné ont augmenté, grâce à des achats soutenus de la part de certains pays d'Afrique et d'Asie. Les prix des céréales secondaires sont restés élevés sous l'effet d'un recul de la production et d'une demande soutenue pour la production de

bioéthanol et l'alimentation des animaux aux États-Unis d'Amérique. Après une forte croissance en 2004/05, l'utilisation de céréales devrait progresser plus lentement en 2005/06. Si l'on attend un net accroissement de l'utilisation industrielle de céréales face à la demande d'éthanol, en revanche leur utilisation à des fins alimentaires devrait augmenter plus modérément. L'utilisation des céréales pour l'alimentation des animaux devait flétrir à la suite de la grippe aviaire et de la diminution des disponibilités de céréales secondaires. Les échanges commerciaux de céréales devraient s'affaiblir, car à la suite d'une récolte de blé plus abondante la Chine réduira ses importations.

## Manioc

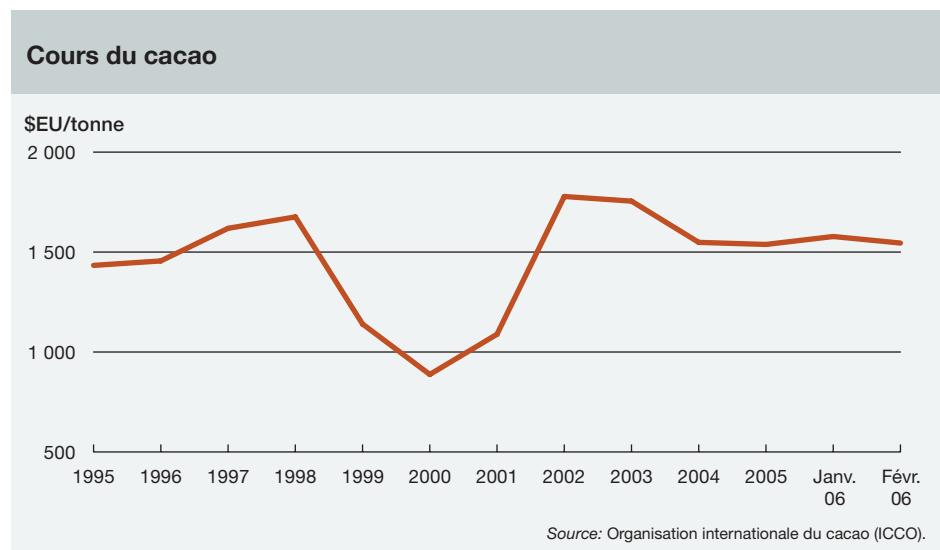
L'année 2005 a été exceptionnelle pour les cours du manioc, les cotations de la farine et des cossettes ayant atteint des niveaux sans précédent. Le fléchissement de la production en Thaïlande – le principal pays exportateur de manioc – conjugué à la fermeté de la demande de produits à base de manioc en Extrême-Orient, notamment en Chine et au Japon, a contribué cette année-là à faire augmenter les prix. Les cours internationaux ont reculé depuis, à la suite d'un accroissement des disponibilités exportables en Thaïlande, mais restant néanmoins élevés.

## Cours du café



Note: Prix composites de l'Organisation internationale du café.

Source: OIC.



## Café

Les cours du café ont continué d'augmenter et devraient rester élevés, en raison principalement de disponibilités insuffisantes à la suite des dégâts provoqués par les intempéries aux cultures, notamment en Colombie, au Mexique, au Pérou et au Viet Nam. L'offre est également réduite au Brésil par effet du cycle de production biennal naturel des cafétiers Arabica et de la force du real qui affaiblit la compétitivité et incite les agriculteurs à se tourner vers d'autres cultures. On prévoit pour 2005/06 une diminution de 20 pour cent des stocks, tandis que la consommation devrait augmenter de 2 pour cent.

## Cacao

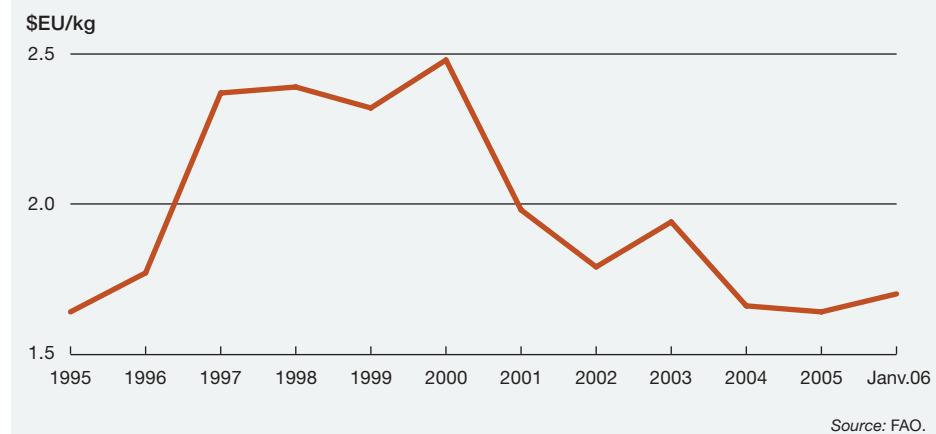
Les cours des graines de cacao devraient rester fermes, soutenus par une demande

mondiale dynamique liée à l'offre. La production demeurera sans doute stable car les augmentations enregistrées en Côte d'Ivoire compenseront probablement la diminution des récoltes au Cameroun et au Ghana. Le Brésil, le Ghana et l'Indonésie ont investi dans des installations de transformation afin de valoriser leurs exportations, ce qui devrait se traduire par une augmentation des broyages. La demande mondiale de produits à base de cacao, et en particulier de beurre de cacao, est en hausse.

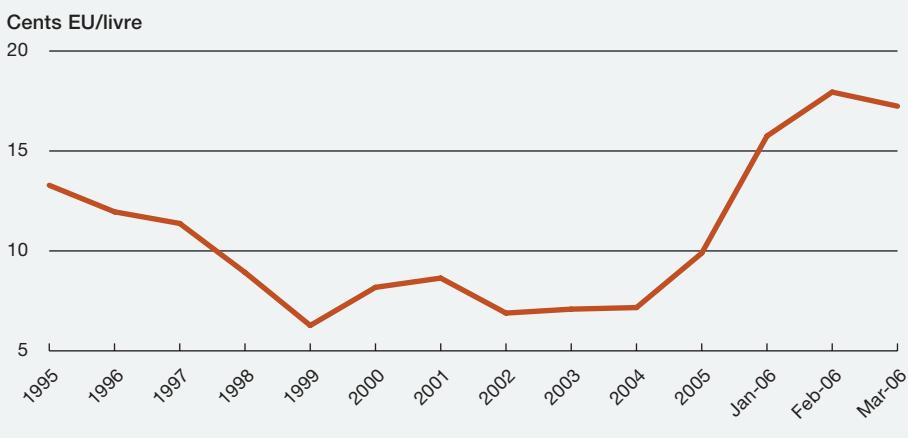
## Thé

Les cours du thé ont baissé en 2005 et sont nettement inférieurs au niveau élevé enregistré à la fin des années 90, favorisant ainsi une demande soutenue de la part de tous les grands acheteurs à l'exception du Royaume-Uni qui a déplacé

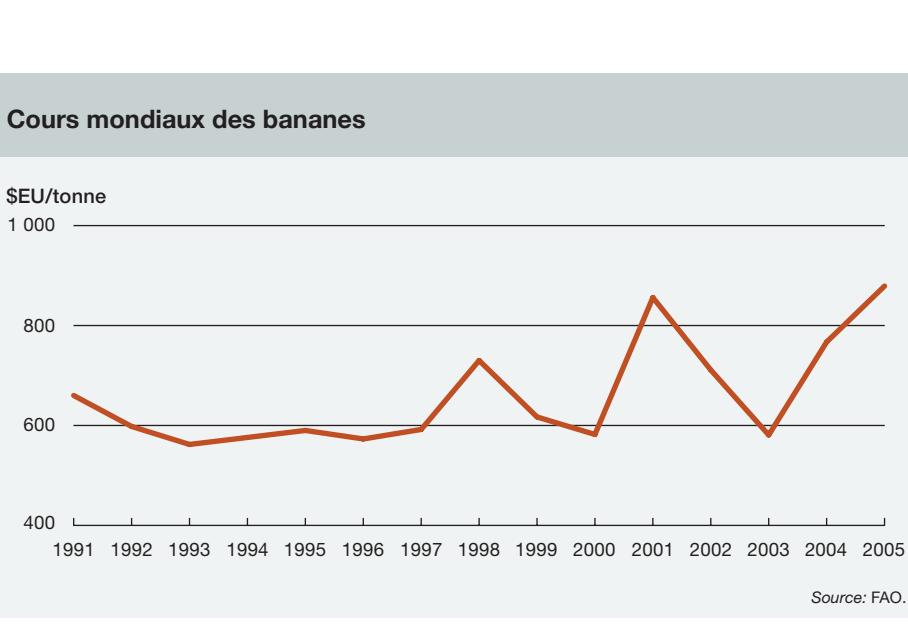
## Prix composite du thé

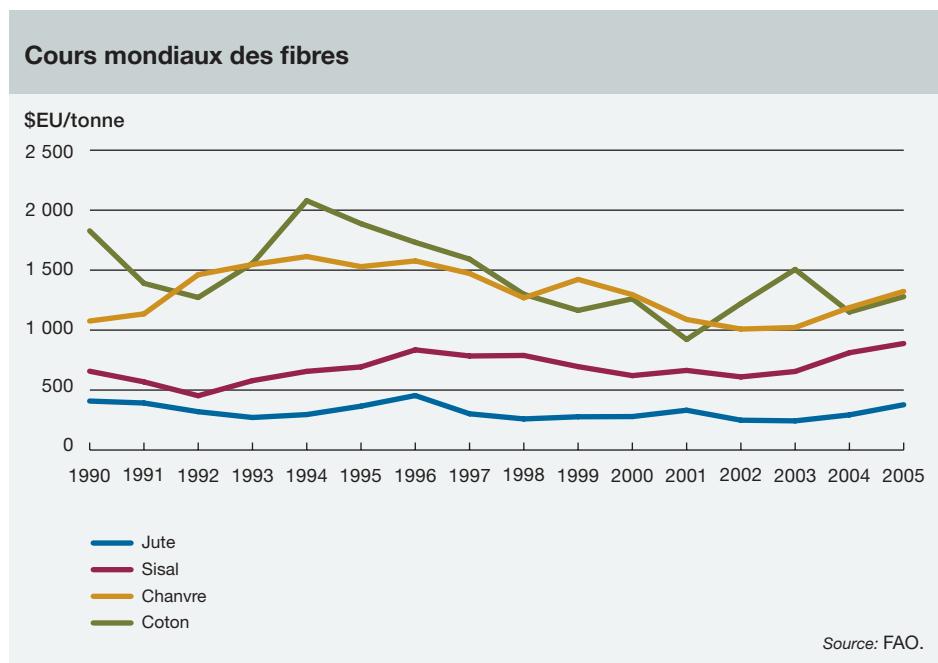


## Prix quotidien moyen du sucre



## Cours mondial des agrumes frais





2006. Les prix des agrumes frais se sont raffermis par rapport au faible niveau de la campagne 2004/05 sous l'effet des disponibilités réduites, notamment en Espagne et aux États-Unis. Les prix des bananes ont atteint un niveau élevé en Europe et aux États-Unis en 2005 en raison d'une offre limitée et d'une forte demande. Une question politique importante a été la réforme du régime des importations de bananes de l'UE, dont l'impact fait l'objet d'un suivi rapproché de la part de toutes les parties prenantes.

## Fibres

Les prix du coton sont restés relativement stables car l'offre a suivi la croissance de

la demande. Les pays développés ont augmenté leurs importations de textiles depuis la fin du système de contingents au titre de l'Accord sur les textiles et les vêtements de janvier 2005, tandis que plusieurs grands pays en développement, notamment la Chine et l'Inde, sont devenus d'importants importateurs de coton. La hausse des prix du pétrole a favorisé un déplacement de la consommation des fibres synthétiques vers le coton. La Déclaration de la sixième Conférence ministérielle de l'OMC (OMC, 2005) a demandé l'élimination des subventions à l'exportation pour le coton dans les pays développés et une importante réduction de leurs subventions à la production de coton.



Une forte demande de jute brut de la part des manufactures de composites à base de jute et une capacité de production accrue dans les filatures au Bangladesh, conjuguées à une ferme demande de produits manufacturés en Chine, en Inde et au Pakistan, ont contribué à renforcer les prix. Les cours des fibres dures (sisal et chanvre) ont progressé de 30 à 50 pour cent en trois ans, jusqu'en 2005. La demande était forte, en raison de l'augmentation des coûts de production des produits de substitution synthétiques due à la hausse des prix du pétrole, et d'une croissance de l'offre limitée. Les prix du sisal sont restés élevés du fait d'une demande d'importations croissante de la part de la Chine et de l'utilisation du sisal africain pour diverses applications non traditionnelles. Les prix du chanvre ont continué d'augmenter depuis l'effondrement de 2002, soutenus par le rétablissement de la demande.

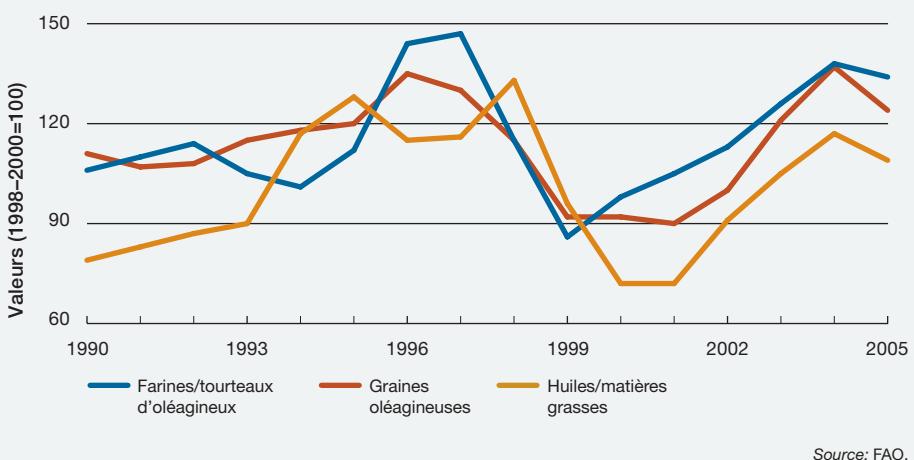
## Caoutchouc

Les prix du caoutchouc ont progressé malgré l'augmentation de l'offre, qui a atteint un niveau record en 2005. En 2005, le cours moyen du caoutchouc naturel à Londres a été de près de 200 fois supérieur au niveau le plus bas enregistré en 2001. Cette hausse des prix reflète essentiellement l'accroissement de la consommation mondiale, notamment en Chine, en Inde et en Asie du Sud-Est. L'augmentation de la demande globale de caoutchouc naturel devrait se poursuivre, dans la mesure où la croissance économique mondiale continue de stimuler la demande et les prix élevés du pétrole de rendre le caoutchouc naturel plus intéressant que les caoutchoucs synthétiques.

## Graines oléagineuses

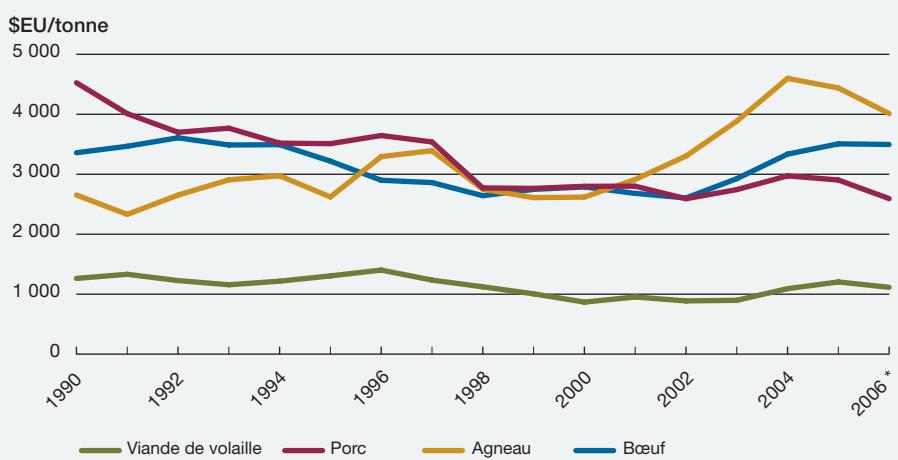
Les stocks de graines oléagineuses sont importants et devraient continuer d'augmenter. On observe des signes contradictoires du côté de la demande car l'utilisation accrue d'oléagineux pour la production de biodiesel pourrait être compensée par une baisse de la consommation pour la production d'aliments pour animaux à la suite de l'épidémie de grippe aviaire. Dans l'UE, les importations de graines oléagineuses devraient atteindre des niveaux sans précédent dans la mesure où la production intérieure est de plus en

## Indices annuels des prix des huiles/matières grasses, des farines/tourteaux d'oléagineux et des graines oléagineuses



Source: FAO.

## Prix annuels moyens des viandes



Note: Les prix sont pondérés en fonction des échanges.

\* Jusqu'en mai compris.

Source: FAO.

plus souvent utilisée pour satisfaire la demande croissante de biocarburants.

## Viandes

La demande de viande s'est renforcée grâce au rétablissement de la confiance des consommateurs dans les produits du bœuf et à l'ouverture des marchés précédemment fermés. Au début de 2005, l'indice FAO des prix de la viande a atteint le niveau le plus élevé des 15 dernières années, sous l'impulsion de la hausse des prix de la volaille et du bœuf. Toutefois, la réaction des consommateurs face à

l'intensification des flambées de grippe aviaire dans les principaux pays consommateurs et importateurs a déterminé un surapprovisionnement des marchés mondiaux en viande de volaille, des embargos commerciaux, une reconstitution rapide des stocks et une chute des prix. Si les prix du bœuf demeurent élevés du fait du maintien des entraves aux exportations d'Amérique du Nord dues à l'ESB et des embargos commerciaux sur les exportations d'Amérique du Sud liés à la fièvre aphteuse, tous les prix de la viande sont restés sous pression en 2006 en raison d'une offre excédentaire de volaille.

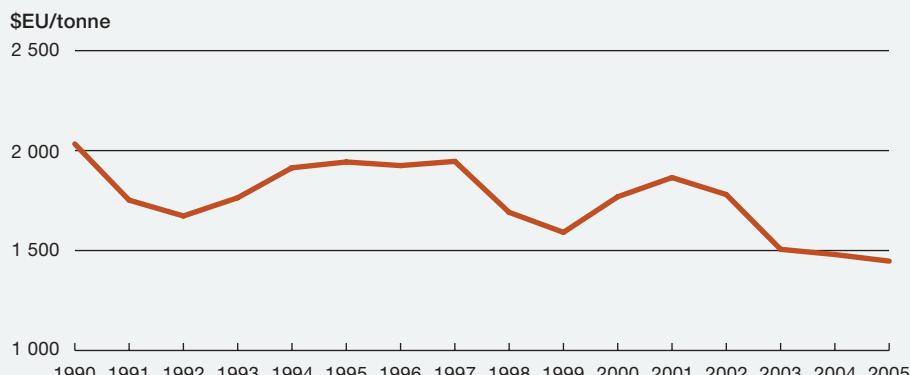
## Cuir et peaux

Les cuirs et les peaux comptent parmi les rares produits dont les prix ont chuté, en raison principalement d'une baisse de la demande. La production a légèrement augmenté en 2005 grâce à une expansion dans les pays en développement qui a largement compensé la contraction enregistrée dans les pays développés. Les fabricants, qui subissent les prix des principaux détaillants internationaux, n'ont pas pu augmenter leurs prix pour compenser la hausse des prix de l'énergie, des produits chimiques et du fret. Ils ont répercuté le renchérissement sur les producteurs en offrant des prix inférieurs pour les matières premières.

## Produits laitiers

Après avoir atteint en septembre 2005 le niveau le plus élevé des 15 années précédentes, les prix internationaux des produits laitiers ont fléchi suite à une légère hausse de l'offre à l'exportation de l'Australie, des États-Unis et de plusieurs exportateurs d'Amérique du Sud, malgré la fermeté de la demande en Asie du Sud-Est et en Afrique du Nord. Les prix devraient encore reculer en 2006 à mesure que la production de la Nouvelle-Zélande se rétablit aux niveaux tendanciels. Pour la première fois depuis longtemps, les stocks publics de lait écrémé en poudre de l'UE se sont épuisés au début de 2006, tandis qu'aux États-Unis les cours mondiaux ont été supérieurs aux prix intérieurs pour la première fois dans l'histoire récente.

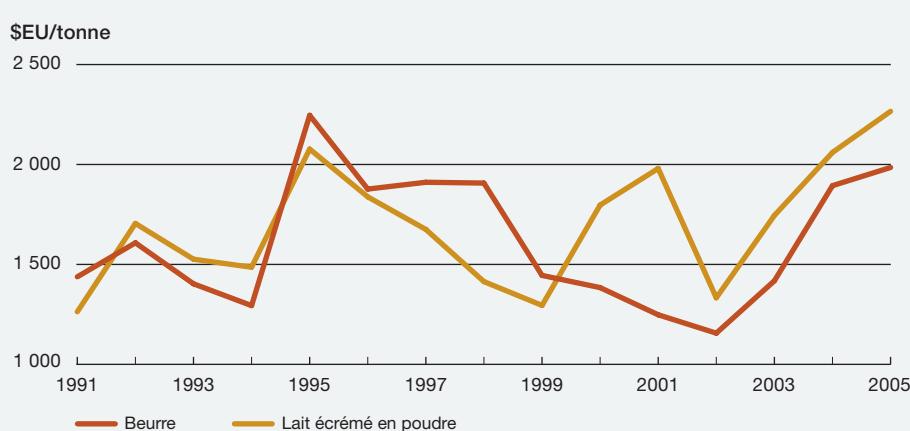
### Prix des cuirs aux États-Unis



Note: Les prix reflètent ceux du marché des produits de base de Chicago

Source: FAO.

### Prix des produits laitiers



Source: FAO.



PE ELE

- Calpe, C. et Prakash, A.** 2005. Sensitive and special products – a rice perspective. Dans FAO. *Rapport sur les marchés des produits 2005-2006*, p. 49-71. Rome (disponible à l'adresse suivante: <http://www.fao.org/docrep/008/a0334e/a0334e00.htm>).
- Cluff, M. et Vanzetti, D.** 2005. Sensitive and special products – the case of dairy products. Dans FAO. *Rapport sur les marchés des produits 2005-2006*, p. 73-87. Rome. (disponible à l'adresse suivante: <http://www.fao.org/docrep/008/a0334e/a0334e00.htm>).
- Conforti, P. et Rapsomanikis, G.** 2005. The impact of the European Union sugar policy reform on developing and least developed countries. Dans FAO. *Rapport sur les marchés des produits 2005-2006*, p. 89-105. Rome (disponible à l'adresse suivante: <http://www.fao.org/docrep/008/a0334e/a0334e00.htm>)
- FAO.** 2003. *Les réformes du commerce et la sécurité alimentaire: Conceptualisation des liens*. Rome.
- FAO.** 2004a. *L'aide alimentaire et le droit à l'alimentation*. Groupe de travail intergouvernemental chargé d'élaborer un ensemble de directives volontaires à l'appui de la concrétisation progressive du droit à une alimentation suffisante dans le cadre de la sécurité alimentaire nationale. IGWG RTFG /INF 6. Rome (disponible à l'adresse suivante: [http://www.fao.org/righttofood/common/ecg/51623\\_fr\\_inf\\_6\\_food\\_aid\\_fr.pdf](http://www.fao.org/righttofood/common/ecg/51623_fr_inf_6_food_aid_fr.pdf)).
- FAO.** 2004b. *Petits États insulaires en développement. Production, commerce, préférences et politiques agricoles*. FAO, Document sur les produits de base et le commerce, n° 7. Rome (disponible à l'adresse suivante: <http://www.fao.org/docrep/007/y5795e/y5795e00.htm>).
- FAO.** 2005a. *Modèles de simulation des politiques commerciales: estimation de l'impact global de la réforme des politiques commerciales agricoles dans le cadre du Cycle de Doha*. FAO, Documents techniques sur les politiques commerciales, n° 13. Rome (disponible à l'adresse suivante: <ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/008/j6878f/j6878f00.pdf>).
- FAO.** 2005b. *Traitements spécial et différencié en agriculture*. FAO, Documents techniques sur les politiques commerciales, n° 10. Rome (disponible à l'adresse suivante: <ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/008/j5529f/j5529f00.pdf>).
- FAO.** 2005c. *Un mécanisme de sauvegarde spéciale pour les pays en développement*. FAO, Documents techniques sur les politiques commerciales, n° 9. Rome (disponible à l'adresse suivante: <ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/008/j5425f/j5425f00.pdf>).
- FAO.** 2005d. *Le riz: que nous enseignent les résultats des modèles d'analyse?* FAO, Documents techniques de la sur les politiques commerciales, n° 12. Rome (disponible à l'adresse suivante: <ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/008/j5931f/j5931f00.pdf>).
- FAO.** 2005e. *Le lait et les produits laitiers: pourquoi les réformes sont-elles si difficiles?* FAO, Dossiers de politique commerciale, n° 11. Rome (disponible à l'adresse suivante: <ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/008/j6829f/j6829f00.pdf>).
- FAO.** 2005f. *Defining and quantifying the extent of import surges: data and methodologies*, par M. de Nigris. FAO Import Surge Project Working Paper n° 2. Rome.
- FAO.** 2005g. *Les préférences agricoles: thèmes des négociations*. FAO, Documents techniques sur les politiques commerciales, n° 7. Rome (disponible à l'adresse suivante: <ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/008/j5424f/j5424f00.pdf>).
- FAO.** 2005h. *Bananes: existe-t-il un équivalent uniquement tarifaire au régime de contingents tarifaires? Enseignements apportés par l'analyse économique*. FAO, Documents techniques sur les politiques commerciales, n° 3. Rome (disponible à l'adresse suivante: <ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/007/j5022f/j5022f00.pdf>).
- FAO.** 2006a. *Les réformes commerciales et la sécurité alimentaire. Études de cas de pays et synthèse*. H. Thomas, éd. Rome.

- FAO.** 2006b. *Vers une politique commerciale appropriée pour les pays en développement à faible revenu*. FAO, Documents techniques sur les politiques commerciales, n° 14. Rome (disponible à l'adresse suivante: <ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/009/j7724f/j7724f01.pdf>).
- FAO/CNUCED (Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement).** 2006. Base de données du *Modèle de simulation des politiques du commerce des produits agricoles*.
- Ford, J.R. Deep, Koroma, S., Yanoma, Y. et Khaira, H.** 2005. Identifying “special products” – developing country flexibility in the Doha Round. *Rapport sur les marchés des produits 2005-2006*, p. 5-36. Rome (disponible à l'adresse suivante: <http://www.fao.org/docrep/008/a0334e/a0334e00.htm>).
- OCDE-FAO.** 2005. *Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO: 2005-2014* (disponible à l'adresse suivante: [http://www.oecd.org/document/5/0,2340,en\\_2649\\_33727\\_35015941\\_1\\_1\\_1\\_1,00.html](http://www.oecd.org/document/5/0,2340,en_2649_33727_35015941_1_1_1_1,00.html)). Paris, Organisation de coopération et de développement économiques.
- OMC (Organisation mondiale du commerce).** 2001. *Déclaration de Doha*. Déclaration ministérielle adoptée par la Conférence ministérielle de l'OMC à sa quatrième session, Doha, Qatar, 9-14 février 2001 (disponible à l'adresse suivante: [http://www.wto.org/french/thewto\\_f/minist\\_f/min01\\_f/mindecl\\_f.htm](http://www.wto.org/french/thewto_f/minist_f/min01_f/mindecl_f.htm)).
- OMC.** 2004. *Texte de l'«ensemble de résultats de juillet» – décision du Conseil général de l'après-Cancún*. Adopté par le Conseil général de l'OMC, 1<sup>er</sup> août 2005 (disponible à l'adresse suivante: [http://www.wto.org/french/tratop\\_f/dda\\_f/draft\\_text\\_gc\\_dg\\_31july04\\_f.htm](http://www.wto.org/french/tratop_f/dda_f/draft_text_gc_dg_31july04_f.htm)).
- OMC.** 2005. *Programme de travail de Doha: Déclaration ministérielle*. Adopté par la Conférence ministérielle de l'OMC à sa sixième session, tenue dans la Région administrative spéciale de Hong Kong, 13-18 décembre 2005 (disponible à l'adresse suivante: [http://www.wto.org/french/thewto\\_f/minist\\_f/min05\\_f/final\\_text\\_f.pdf](http://www.wto.org/french/thewto_f/minist_f/min05_f/final_text_f.pdf)).
- Sharma, R.** 2005. An analysis of triggers for the Special Safeguard Mechanism. Dans FAO. *Rapport sur les marchés des produits 2005-2006*, p. 37-48. Rome (disponible à l'adresse suivante: <http://www.fao.org/docrep/008/a0334e/a0334e00.htm>).
- UNECA (Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique).** 2005. *Déclaration et Plan d'action d'Arusha sur les produits de base africains*. Adoptés par la Conférence des ministres du commerce de l'Union africaine sur les produits de base, Arusha, République-Unie de Tanzanie, 21-23 novembre 2005 (disponible à l'adresse suivante: [www.uneca.org/atpc/arusha\\_decla\\_commo.pdf](http://www.uneca.org/atpc/arusha_decla_commo.pdf)).

# Tableau 1

## Tendances des prix réels des produits de base

Produits	Années 1970	Années 1980	Années 1990	Moyenne 2000-05	2003	2004	2005
<b>Bananes</b>	775	682	553	472	351	478	509
<b>Bœuf</b>	88	84	118	89	n.d.	n.d.	n.d.
<b>Beurre</b>	164	131	99	68	64	80	83
<b>Cacao</b>	252	154	70	61	75	64	62
<b>Café</b>	322	215	109	56	49	57	79
<b>Coton</b>	187	125	85	52	59	57	49
<b>Cuir</b>	104	98	96	70	64	61	58
<b>Jute</b>	1 087	599	380	269	226	256	256
<b>Maïs</b>	311	191	130	93	98	102	87
<b>Riz</b>	932	504	329	203	187	224	254
<b>Caoutchouc</b>	99	78	52	41	46	54	60
<b>Sisal</b>	1 578	997	802	693	654	786	780
<b>Sorgho</b>	292	182	124	94	100	100	85
<b>Sucre</b>	37,27	18,91	12,13	7,51	6,63	6,53	8,72
<b>Thé</b>	n.d.	3,14	1,96	1,52	1,41	1,51	1,44
<b>Blé</b>	371	237	153	123	143	128	n.d.

Source: FAO.

*Note:*

L'année de référence est 2000.

Les données relatives aux produits se réfèrent respectivement aux pays suivants:

bananes, Équateur (\$EU/tonne);  
 bœuf, Argentine (cents EU/livre);  
 beurre, Nouvelle-Zélande (cents EU/livre);  
 cacao, prix indicateur ICCO (cents EU/livre);  
 café, prix indicateur OIC (cents EU/livre);  
 coton et cuirs, États-Unis (cents EU/livre);  
 jute, Bangladesh (\$EU/tonne);  
 maïs, États-Unis (\$EU/tonne);  
 riz, Thaïlande (\$EU/tonne);  
 caoutchouc, Malaisie (cents EU/livre);  
 sisal, Afrique orientale (\$EU/tonne);  
 sorgho, États-Unis (\$EU/tonne);  
 sucre, prix indicateur ISO (cents EU/livre);  
 thé, prix indicateur FAO (\$EU/kg);  
 blé, Argentine (\$EU/tonne).

n.d. = non disponible.

## Tableau 2

### Exportations de certains produits par les 10 principaux exportateurs

	2002	2003	2004	Moyenne 2002-04	Part du total mondial (pourcentage)
	(en milliers de tonnes)				
<b>Céréales</b>					
États-Unis d'Amérique	82 204	78 825	88 726	83 252	35
Argentine	19 584	19 016	21 375	19 992	8
Australie	19 343	12 251	25 917	19 171	8
Union européenne	18 354	21 272	13 737	17 788	7
Canada	14 666	14 409	18 984	16 020	7
Chine continentale	14 916	22 029	4 827	13 924	6
Fédération de Russie	13 532	11 532	5 850	10 305	4
Thaïlande	7 538	8 658	10 986	9 061	4
Inde	9 570	8 986	8 150	8 902	4
Ukraine	12 175	3 866	7 643	7 895	3
Monde	<b>245 283</b>	<b>237 432</b>	<b>235 227</b>	<b>239 314</b>	<b>100</b>
<b>Graines oléagineuses</b>					
États-Unis d'Amérique	29 005	32 326	27 545	29 625	42
Brésil	15 978	19 909	19 393	18 427	26
Argentine	6 634	9 057	6 656	7 449	11
Canada	3 864	5 042	5 323	4 743	7
Paraguay	1 990	1 775	2 625	2 130	3
Australie	1 860	803	1 418	1 360	2
Chine continentale	1 020	1 035	931	996	1
Union européenne	1 059	375	407	614	1
Ukraine	101	983	557	547	1
Inde	270	701	393	455	1
Monde	<b>65 603</b>	<b>76 423</b>	<b>68 722</b>	<b>70 249</b>	<b>100</b>
<b>Viande</b>					
États-Unis d'Amérique	4 437	4 610	3 725	4 257	22
Brésil	3 015	3 675	4 681	3 790	20
Union européenne	2 575	2 295	2 535	2 469	13
Australie	1 641	1 497	1 628	1 589	8
Canada	1 480	1 377	1 556	1 471	8
Chine continentale	924	957	945	942	5
Nouvelle-Zélande	802	887	923	871	5
Thaïlande	572	615	331	506	3
Chine, RAS de Hong Kong	662	616	208	496	3
Argentine	367	415	653	478	3
Monde	<b>18 516</b>	<b>19 448</b>	<b>18 908</b>	<b>18 957</b>	<b>100</b>

*Suite*

Tableau 2 (suite)  
**Exportations de certains produits par les 10 principaux exportateurs**

	2002	2003	2004	Moyenne 2002-04	Part du total mondial (pourcentage)
	(en milliers de tonnes)				
<b>Sucre</b>					
Brésil	13 852	13 311	16 303	14 489	35
Thaïlande	4 205	5 350	4 806	4 787	11
Union européenne	4 723	5 066	4 259	4 683	11
Australie	3 436	3 293	3 053	3 261	8
Cuba	2 919	1 480	1 939	2 113	5
Colombie	1 183	1 305	1 222	1 237	3
Guatemala	1 360	1 169	1 155	1 228	3
Inde	1 790	1 275	113	1 059	3
Afrique du Sud	1 165	1 004	988	1 052	3
Maurice	571	492	551	538	1
<b>Monde</b>	<b>42 759</b>	<b>41 305</b>	<b>41 812</b>	<b>41 959</b>	<b>100</b>
<b>Boissons tropicales</b>					
Brésil	1 559	1 375	1 416	1 450	16
Côte d'Ivoire	1 149	1 066	1 090	1 102	12
Viet Nam	796	808	1 074	893	10
Indonésie	789	675	714	726	8
Colombie	581	579	575	578	6
Ghana	312	352	477	381	4
Inde	346	342	315	334	4
Sri Lanka	291	297	299	296	3
Chine continentale	264	275	295	278	3
Union européenne	143	158	159	153	2
<b>Monde</b>	<b>8 892</b>	<b>8 734</b>	<b>9 427</b>	<b>9 018</b>	<b>100</b>
<b>Fibres</b>					
États-Unis d'Amérique	2 481	3 003	3 270	2 918	35
Australie	1 118	616	616	783	9
Ouzbékistan	740	775	440	652	8
Union européenne	421	391	461	424	5
Brésil	162	239	499	300	4
Bangladesh	302	325	242	290	3
Mali	201	279	219	233	3
Burkina Faso	144	237	202	194	2
Égypte	168	207	193	189	2
Côte d'Ivoire	148	218	178	182	2
<b>Monde</b>	<b>8 058</b>	<b>8 596</b>	<b>8 643</b>	<b>8 432</b>	<b>100</b>

*Suite*

**Tableau 2 (fin)**  
**Exportations de certains produits par les 10 principaux exportateurs**

	2002	2003	2004	Moyenne 2002-04	Part du total mondial (pourcentage)
	(en milliers de tonnes)				
<b>Agrumes frais</b>					
États-Unis d'Amérique	1 103	1 188	1 104	1 132	16
Afrique du Sud	977	1 084	1 128	1 063	15
Turquie	656	624	684	654	9
Union européenne	1 211	1 209	568	996	14
Argentine	421	487	549	486	7
Maroc	418	463	379	420	6
Mexique	351	350	403	368	5
Chine continentale	217	292	361	290	4
Égypte	149	186	301	212	3
Australie	169	131	134	145	2
<b>Monde</b>	<b>6 884</b>	<b>7 345</b>	<b>6 885</b>	<b>7 038</b>	<b>100</b>
<b>Bananes</b>					
Équateur	4 199	4 665	4 699	4 521	33
Costa Rica	1 873	2 042	2 017	1 977	14
Philippines	1 685	1 829	1 797	1 771	13
Colombie	1 460	1 425	1 471	1 452	11
Guatemala	981	936	1 058	992	7
Honduras	441	453	583	493	4
Panama	404	385	398	396	3
Cameroun	238	314	295	282	2
Côte d'Ivoire	256	242	227	242	2
Brésil	241	220	188	216	2
<b>Monde</b>	<b>12 941</b>	<b>13 948</b>	<b>14 225</b>	<b>13 705</b>	<b>100</b>
<b>Lait</b>					
Union européenne	11 106	12 374	14 635	12 705	28
Nouvelle-Zélande	11 035	11 352	10 796	11 061	25
Australie	6 118	4 540	4 926	5 195	12
États-Unis d'Amérique	2 616	2 826	4 143	3 195	7
Argentine	1 426	1 025	1 764	1 405	3
Ukraine	655	866	1 372	964	2
Bélarus	722	892	1 338	984	2
Canada	844	789	479	704	2
Suisse	643	628	680	650	1
Uruguay	558	511	569	546	1
<b>Monde</b>	<b>43 822</b>	<b>44 273</b>	<b>45 927</b>	<b>44 674</b>	<b>100</b>

*Note:* Les données ne tiennent pas compte des échanges commerciaux au sein de l'UE; les données pour 2004 concernant l'UE se rapportent à 25 membres.

Source: FAO.

# Tableau 3

## Imports de certains produits par les 10 principaux importateurs

	2002	2003	2004	Moyenne 2002-04	Part du total mondial (pourcentage)
	(en milliers de tonnes)				
<b>Céréales</b>					
Japon	26 605	26 537	25 943	26 362	11
Union européenne	19 738	13 654	13 604	15 665	7
Mexique	14 092	13 352	12 977	13 474	6
Corée, République de	13 389	12 925	12 103	12 806	5
Égypte	10 322	8 119	6 815	8 419	4
Brésil	7 809	8 820	6 317	7 649	3
Algérie	8 611	6 901	7 014	7 508	3
Indonésie	7 754	6 971	6 464	7 063	3
Chine, Province de Taïwan	6 576	6 599	6 361	6 512	3
Iran, République islamique d'	6 551	5 199	3 985	5 245	2
<b>Monde</b>	<b>245 196</b>	<b>232 846</b>	<b>232 193</b>	<b>236 745</b>	<b>100</b>
<b>Graines oléagineuses</b>					
Union européenne	21 653	20 893	16 706	19 751	28
Chine continentale	11 954	20 993	20 784	17 910	25
Japon	7 550	7 652	7 105	7 436	10
Mexique	5 708	5 488	5 295	5 497	8
Chine, Taïwan, Province de	2 586	2 501	2 085	2 391	3
Corée, République de	1 717	1 754	1 527	1 666	2
Thaïlande	1 574	1 733	1 496	1 601	2
Indonésie	1 507	1 337	1 236	1 360	2
Canada	1 172	1 058	865	1 032	1
États-Unis d'Amérique	845	657	950	818	1
<b>Monde</b>	<b>67 276</b>	<b>76 028</b>	<b>69 348</b>	<b>70 884</b>	<b>100</b>
<b>Viande</b>					
Japon	2 593	2 650	2 517	2 587	14
Fédération de Russie	2 669	2 422	2 260	2 450	13
États-Unis d'Amérique	1 963	1 912	2 186	2 021	11
Union européenne	1 459	1 632	1 409	1 500	8
Mexique	1 233	1 217	1 193	1 214	7
Chine, RAS de Hong Kong	1 177	1 159	972	1 103	6
Chine continentale	800	870	309	659	4
Corée, République de	639	644	462	582	3
Arabie saoudite	447	522	568	512	3
Canada	570	521	391	494	3
<b>Monde</b>	<b>18 222</b>	<b>18 668</b>	<b>17 686</b>	<b>18 192</b>	<b>100</b>

Suite

**Tableau 3 (suite)**  
**Imports de certains produits par les 10 principaux importateurs**

	2002	2003	2004	Moyenne 2002-04	Part du total mondial (pourcentage)
<b>Sucre</b>					
Fédération de Russie	4 619	4 277	2 801	3 899	10
Union européenne	2 146	2 037	2 452	2 212	6
Corée, République de	1 527	1 561	1 601	1 563	4
États-Unis d'Amérique	1 419	1 529	1 530	1 493	4
Japon	1 478	1 479	1 407	1 454	4
Émirats arabes unis	1 356	1 191	1 731	1 426	4
Indonésie	1 029	1 540	1 178	1 249	3
Malaisie	1 337	1 371	1 463	1 391	4
Nigéria	1 489	1 108	1 322	1 306	3
Canada	1 189	1 446	1 118	1 251	3
<b>Monde</b>	<b>37 681</b>	<b>37 988</b>	<b>36 815</b>	<b>37 495</b>	<b>100</b>
<b>Boissons tropicales</b>					
Union européenne	3 679	3 829	4 193	3 900	43
États-Unis d'Amérique	1 580	1 698	1 793	1 690	19
Japon	502	489	514	501	6
Malaisie	165	368	892	475	5
Fédération de Russie	258	256	261	258	3
Canada	184	186	246	205	2
Algérie	121	120	142	128	1
Pakistan	99	108	116	108	1
Suisse	98	105	98	100	1
Corée, République de	83	79	86	83	1
<b>Monde</b>	<b>8 565</b>	<b>8 914</b>	<b>9 765</b>	<b>9 082</b>	<b>100</b>
<b>Fibres</b>					
Chine continentale	357	1 103	2 211	1 223	15
Union européenne	934	792	855	861	11
Mexique	750	678	693	707	9
Turquie	599	561	672	611	8
Indonésie	630	527	453	537	7
Corée, République de	472	420	394	429	5
Thaïlande	433	445	376	418	5
Japon	398	375	342	372	5
Pakistan	295	279	461	345	4
Inde	377	357	196	310	4
<b>Monde</b>	<b>7 412</b>	<b>7 706</b>	<b>8 819</b>	<b>7 979</b>	<b>100</b>

*Suite*

**Tableau 3 (fin)**  
**Importations de certains produits par les 10 principaux importateurs**

	2002	2003	2004	Moyenne 2002-04	Part du total mondial (pourcentage)
	(en milliers de tonnes)				
<b>Agrumes frais</b>					
Union européenne	1 607	1 724	1 718	1 683	24
Fédération de Russie	701	780	856	779	11
Japon	489	491	498	493	7
États-Unis d'Amérique	419	449	478	449	6
Canada	411	425	420	419	6
Arabie saoudite	355	427	222	335	5
Chine, RAS de Hong Kong	278	274	228	260	4
Corée, République de	109	151	160	140	2
Ukraine	124	136	141	134	2
Malaisie	130	133	133	132	2
<b>Monde</b>	<b>7 024</b>	<b>7 404</b>	<b>6 449</b>	<b>6 959</b>	<b>100</b>
<b>Bananes</b>					
États-Unis d'Amérique	3 907	3 871	3 881	3 886	30
Union européenne	3 338	3 368	3 865	3 523	27
Japon	936	987	1 026	983	8
Fédération de Russie	650	802	858	770	6
Canada	417	423	442	428	3
Chine continentale	348	421	381	383	3
Argentine	230	286	303	273	2
Iran, République islamique d'	151	272	271	231	2
Algérie	231	223	205	220	2
Corée, République de	187	221	210	206	2
<b>Monde</b>	<b>12 467</b>	<b>13 264</b>	<b>13 109</b>	<b>12 946</b>	<b>100</b>
<b>Lait</b>					
Mexique	2 582	2 652	2 854	2 696	7
Union européenne	2 713	2 794	2 069	2 525	6
Chine continentale	1 956	2 346	2 574	2 292	6
États-Unis d'Amérique	2 033	2 120	2 256	2 136	5
Algérie	1 977	1 828	2 138	1 981	5
Fédération de Russie	1 454	2 044	2 156	1 885	5
Philippines	1 582	1 756	1 953	1 764	4
Japon	1 636	1 635	1 661	1 644	4
Arabie saoudite	1 122	1 296	1 769	1 396	3
Malaisie	1 241	1 251	1 450	1 314	3
<b>Monde</b>	<b>39 326</b>	<b>41 335</b>	<b>42 139</b>	<b>40 933</b>	<b>100</b>

Note: Les données ne tiennent pas compte des échanges commerciaux au sein de l'UE; les données pour 2004 concernant l'UE se rapportent à 25 membres.

Source: FAO.

Tableau 4

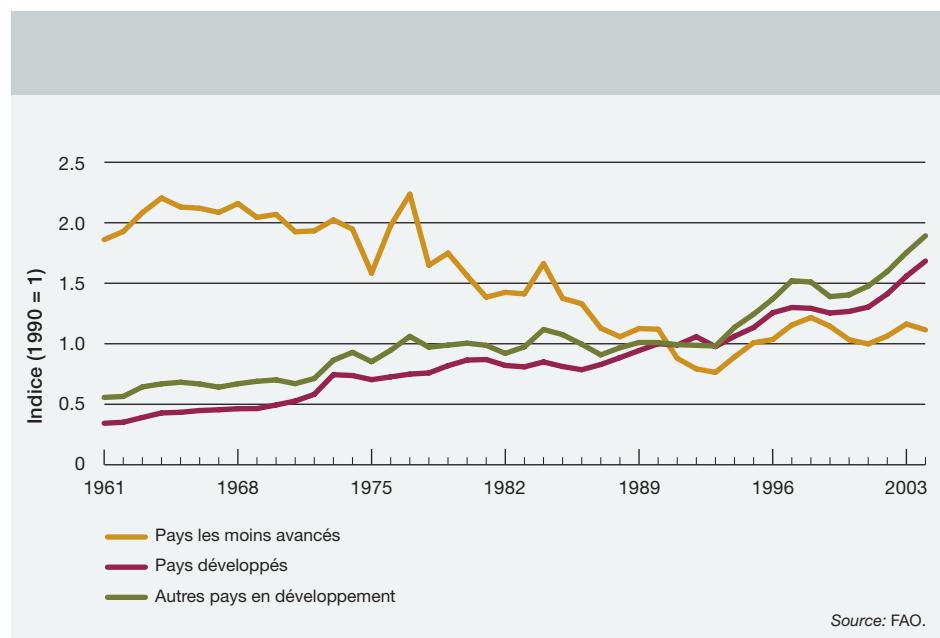
# Dépendance à l'égard des exportations dans les pays les moins avancés

	Part de l'agriculture dans les exportations totales			Part de quatre des principaux produits de base dans les exportations agricoles			Part de quatre des principaux produits de base dans les exportations de marchandises			Part de quatre des principaux produits de base dans les exportations totales de marchandises et de services		
	1982/84	1992/94	2002/04	1982/84	1992/94	2002/04	1982/84	1992/94	2002/04	1982/84	1992/94	2002/04
Afghanistan	n.d.	n.d.	2,7	53,8	63,3	40,0	22,7	25,4	19,8	n.d.	n.d.	1,1
Angola	n.d.	0,1	0,0	91,4	100,0	53,8	4,6	0,1	0,0	n.d.	0,1	0,0
Bangladesh	22,6	4,4	1,5	88,4	94,9	87,4	20,2	4,8	1,4	20,1	4,2	1,3
Bénin	22,5	37,3	49,7	39,9	93,4	85,6	21,3	25,9	37,4	10	34,8	42,6
Bhoutan	15,5	14,9	9,6	0,0	0,4	1,5	0,0	0,1	0,2	0,0	0,1	0,1
Burkina Faso	40,0	39,3	75,3	66,9	84,4	84,6	59,8	98,7	72,6	27	33,2	63,9
Burundi	82,7	83,3	59,3	94,8	88,5	93,7	91,5	78,4	67,1	78,4	74,6	55,5
Cambodge	n.d.	3,9	1,7	95,1	86,2	81,5	55,9	4,4	2,2	n.d.	3,3	1,4
Cap-Vert	n.d.	1,7	0,1	0,0	2,2	85,5	0,0	0,2	2,0	n.d.	0,0	0,1
République centrafricaine	32,4	17,3	10,9	81,8	94,8	92,8	46,7	25,1	12,0	26,5	16,4	10,8
Tchad	n.d.	55,0	37,3	98,6	93,5	95,5	n.d.	66,2	46,6	n.d.	51,6	35,5
Comores	77,7	29,7	45,7	97,7	99,5	99,9	81,7	75,4	n.d.	76,1	29,5	45,6
Congo, Rép. démocratique du	10,4	6,4	2,7	84,4	89,9	79,1	9,3	6,1	2,5	8,8	5,7	2,1
Djibouti	n.d.	n.d.	n.d.	64,3	65,7	86,5	29,7	13,3	16,0	n.d.	n.d.	n.d.
Guinée équatoriale	65,6	94,0	n.d.	100,0	100,0	100,0	97,0	6,4	0,2	65,6	94,0	n.d.
Érythrée	n.d.	2,6	1,3	0,0	43,2	83,0	n.d.	4,1	2,2	n.d.	1,9	1,1
Éthiopie	66,2	43,8	36,1	80,8	78,7	73,9	73,6	72,8	56,1	53,4	35,1	26,7
Gambie	29,5	10,0	11,8	99,5	77,8	88,9	60,2	29,5	n.d.	29,3	7,9	10,4
Guinée	n.d.	5,8	5,1	80,2	83,0	54,3	4,6	6,2	2,7	n.d.	4,8	2,8
Guinée-Bissau	61,6	62,5	78,0	50,7	97,6	99,5	34,3	70,9	82,3	31,5	61,4	77,7
Haïti	20,8	12,4	4,3	82,0	92,4	84,2	29,4	21,2	5,1	17,1	11,5	3,6
République démocratique populaire lao	n.d.	13,7	3,3	99,6	94,0	89,6	18,7	16,9	4,3	n.d.	12,9	2,9
Lesotho	34,8	7,5	1,4	55,7	79,5	87,5	32,9	7,9	1,2	19,9	6,0	1,2
Libéria	22,0	n.d.	68,3	97,3	97,4	99,2	23,4	4,5	37,1	21,4	n.d.	67,8
Madagascar	65,7	30,3	17,6	83,6	69,5	83,7	70,5	31,7	24,3	54,9	21,2	15,1
Malawi	86,9	85,5	84,4	87,5	92,0	87,8	83,8	81,9	78,4	75,9	78,7	73,9
Mali	91,4	59,5	27,8	91,7	95,2	92,7	n.d.	63,9	31,5	83,9	56,7	25,8
Mozambique	32,6	17,2	10,7	62,0	75,5	62,6	30,9	25,0	7,7	20,2	13,0	6,7
Myanmar	n.d.	n.d.	n.d.	92,4	85,5	84,4	51,0	39,0	13,1	n.d.	n.d.	n.d.
Népal	23,0	6,8	11,1	7,2	46,4	47,9	4,1	5,6	8,2	1,6	3,3	5,2
Niger	18,6	11,4	15,1	50,2	52,8	48,3	11,7	7,7	10,6	9,2	7,7	8,6
Rwanda	39,5	46,0	22,2	95,1	90,8	92,3	58,7	64,7	48,0	37,6	42,3	20,5
São Tomé-et-Principe	78,8	39,2	23,8	98,3	99,9	97,7	n.d.	72,2	80,7	77,4	39,2	23,3
Sénégal	20,6	9,0	9,3	84,0	78,4	54,2	23,9	12,5	7,0	17,3	7,1	5,0
Sierra Leone	24,3	6,9	6,7	84,5	66,2	84,8	22,9	6,7	12,6	20,4	4,5	5,7
Îles Salomon	29,4	15,9	46,1	91,9	92,0	89,6	32,4	19,7	45,8	27,2	14,7	41,6
Soudan	60,4	n.d.	15,1	70,9	65,8	73,0	65,0	70,0	13,2	43,6	n.d.	11,0
Tanzanie, République-Unie de	65,8	42,6	21,7	70,4	74,9	47,7	60,8	51,3	17,0	46,5	31,9	10,3
Togo	16,4	26,2	20,5	91,0	79,0	61,7	31,3	32,5	16,6	15,0	20,7	12,7
Ouganda	n.d.	69,7	32,4	n.d.	74,6	67,3	n.d.	64,6	32,7	n.d.	51,5	22,3
Vanuatu	31,0	16,0	11,9	94,2	81,8	82,0	55,8	49,8	46,3	29,4	13,0	10,0
Yémen	n.d.	4,2	2,9	18,7	65,1	23,8	0,7	5,1	0,7	n.d.	2,7	0,7
Zambie	0,7	2,6	15,9	80,4	44,6	67,9	0,8	1,8	10,2	0,6	1,3	10,8

Note: n.d. = non disponible.

Source: FAO.

## Figure 1 Termes de l'échange des revenus





# Publications de la Division du commerce international et des marchés de la FAO, 2004-06

*Rapport sur les marchés des produits 2005-2006 (2005)*

*Les réformes commerciales et la sécurité alimentaire. Études de cas de pays et synthèse (H. Thomas, éd.) (2006)*

*Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO 2006-2015 (2006; publié en coopération avec l'OCDE)*

*Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO 2005-2014 (2005; publié en coopération avec l'OCDE)*

*Agricultural commodity markets and trade. New approaches to analyzing market structure and instability (A. Sarris et D. Hallam, éds) (2006; publié en coopération avec Edward Elgar)*

## **Rapport de la FAO sur les politiques relatives aux produits agricoles de base**

1. Politiques relatives aux produits alimentaires de base: 2003-2004 (2006)

## **Documents techniques de la FAO sur les produits de base et le commerce**

### **2006**

9. Agriculture et pauvreté dans les pays africains dépendant des produits de base: perspective des ménages de zones rurales de la République-Unie de Tanzanie (A. Sarris, S. Savastano et L. Christiaensen)
8. La dimension agricole de l'Accord de partenariat ACP-EU. (S. Koroma et J.R. Deep Ford, éd.)

### **2004**

7. Petits États insulaires en développement. Production, commerce, préférences et politiques agricoles
6. La production et l'exportation de fruits et légumes biologiques en Asie

## **Documents de travail de la FAO sur les politiques commerciales et les produits de base**

### **2006**

22. Co-intégration à seuil dans le système des prix du sucre, de l'éthanol et du pétrole au Brésil: preuves apportées par des modèles non linéaires de correction d'erreurs de vecteurs (G. Rapsomanikis et D. Hallam)
21. Estimations des élasticités de prix de l'offre du coton: une approche structurelle de série chronologique (B. Shepherd)
20. Accès aux marchés et mécanismes commerciaux préférentiels: éléments de preuve dans certains pays développés et en développement (P. Conforti et L. Salvatici)
19. Le rôle de l'agriculture dans la réduction de la pauvreté en Tanzanie: perspective des ménages de zones rurales (A. Sarris, S. Savastano et L. Christiaensen)
18. Vulnérabilité des ménages dans les zones rurales de Tanzanie (A. Sarris et P. Karfakis)
17. Demande des producteurs et avantages sociaux de l'assurance pluie en République-Unie de Tanzanie (A. Sarris, P. Karfakis et L. Christiaensen)
16. Utilisation des bourses des produits pour gérer l'instabilité et les risques liés au prix des importations de produits alimentaires (A. Sarris, P. Conforti et A. Prakash)
15. L'impact de l'instabilité des prix intérieurs et internationaux des produits sur les revenus agricoles au Ghana, au Viet Nam et au Pérou (G. Rapsomanikis et A. Sarris)
14. Corrélations entre les marchés nationaux et internationaux du maïs et stratégies axées sur le marché visant à couvrir les risques liés au prix des importations de maïs en Tanzanie (A. Sarris et E. Mantzou)
13. Risques liés aux importations de produits alimentaires au Malawi: Simulation d'une stratégie de couverture des importations de produits alimentaires (W. Zant)

### **2005**

12. L'effet des aides directes accordées dans les pays de l'OCDE sur les marchés mondiaux de produits agricoles (P. Conforti)
11. L'impact des afflux d'importations: résultats des études de cas du Sénégal et de la Tanzanie (R. Sharma, D. Nyange, G. Duteutre et N. Morgan)

# La situation des marchés des produits agricoles 2006

La suppression des barrières commerciales au titre de la réforme des politiques commerciales multilatérales relatives aux produits agricoles a été généralement considérée comme un moyen pour stimuler le commerce international et la croissance. Certains pays en développement, soutenus par des structures économiques propices, une bonne dotation en ressources naturelles et une vocation commerciale procèdent déjà à des exportations hautement compétitives et fructueuses de produits agricoles. Ces pays exportateurs plus avancés et compétitifs sont bien placés pour tirer parti d'un système commercial mondial plus ouvert.

Toutefois, pour de nombreux pays à faible revenu, notamment en Afrique subsaharienne, les chances de profiter d'une libéralisation accrue du commerce sont moins grandes. Les contraintes liées à l'offre minent la compétitivité de leurs secteurs agricoles et ils ne sont pas à même de tirer profit de nouveaux débouchés commerciaux. Certains pays en développement peuvent même être pénalisés par la libéralisation des échanges. Les réductions tarifaires signifient pour la production locale une concurrence accrue de la part des denrées alimentaires importées. Dans ces pays, les secteurs agricoles, qui sont les piliers de l'emploi, de la production de revenus, de la sécurité alimentaire et du développement, risquent de ne pas être en mesure de soutenir la concurrence croissante des importations, ce qui pourrait fragiliser la production agricole intérieure, les revenus ruraux et la sécurité alimentaire, et compromettre les efforts de développement. En outre, même dans le cas des produits agricoles pour lesquels les pays sont plus compétitifs, la production intérieure serait plus exposée à des poussées d'importations à court terme.

Les pays en développement devront bénéficier d'une certaine flexibilité dans l'application des nouvelles règles commerciales et être assistés (du moins à court terme) dans leur processus d'adaptation aux nouvelles conditions du marché dérivant de la libéralisation. Dans le jargon des négociations de l'Organisation internationale du commerce, ils doivent bénéficier d'un *traitement spécial et différencié*. Divers mécanismes ont été proposés pour réduire les risques liés à l'ouverture des marchés au commerce international. Il s'agit notamment de la désignation de certains *produits spéciaux* qui seront exemptés de la totalité des réductions tarifaires convenues, ou encore de la possibilité d'imposer un tarif supplémentaire en cas d'augmentation subite des importations – un *mécanisme spécial de sauvegarde*.

La *Situation des marchés des produits agricoles 2006* est centrée sur l'analyse des raisons de la nécessité d'une meilleure prise en compte des besoins des pays en développement en matière de développement et de sécurité alimentaire, lors de la conception et de la mise en œuvre des nouveaux accords pour une plus grande libéralisation des marchés agricoles internationaux, ainsi que sur les mécanismes envisagés pour atteindre ce but. Au cours du Cycle de Doha de l'OMC pour le développement, la protection des intérêts des pays en développement, et en particulier des pays à faible revenu, s'est révélée être une question tout à fait d'actualité, bien qu'épineuse: les enjeux et les raisons invoquées sont complexes et parfois controversés. Le piétinement du Cycle de Doha en juillet 2006 a offert l'occasion de revenir sur un certain nombre de questions: quel sera le retentissement, sur les différents pays en développement, des réductions futures des droits d'importation appliqués aux produits agricoles, une libéralisation plus poussée pourra-t-elle avoir des répercussions négatives et, si tel est le cas, comment traiter ce problème au moment de la formulation de nouvelles règles commerciales?

ISBN 978-92-5-205652-2



9 789252 056522

TC/M/A0950F/1/03.07/1000

